



## CONVENTION DE CREATION D'UN SERVICE COMMUN ENTRE UN EPCI A FISCALITE PROPRE ET SES COMMUNES MEMBRES (Article L.5211-4-2 du CGCT)

### ENTRE

La **communauté de communes Terres des Confluences**, représentée par son président, Monsieur Dominique BRIOIS dûment habilité par délibération du Conseil Communautaire du ..... (pièce 1)

Ci-après dénommée : le gestionnaire

### Et

La **commune de Caumont**, représentée par son maire, Madame Monique DELZERS dûment habilitée par délibération n° ..... du Conseil Municipal en date du ..... (pièce 2),

La **commune de La Ville Dieu du Temple**, représentée par son maire, Monsieur Dominique BRIOIS dûment habilité par délibération n° ..... du Conseil Municipal en date du ..... (pièce 3),

La **commune de Durfort-Lacapelette**, représentée par son maire, Madame Dominique FORNERIS dûment habilitée par délibération n° ..... du Conseil Municipal en date du ..... (pièce 4),

La **commune de Montesquieu**, représentée par son maire, Madame Annie FEAU dûment habilitée par délibération n° ..... du Conseil Municipal en date du ..... (pièce 5),

La **commune de Boudou**, représentée par son maire, Madame Marie-Thérèse VISSIERES-DELVOLVE dûment habilitée par délibération n° ..... du Conseil Municipal en date du ..... (pièce 6),

La **commune de Lizac**, représentée par son maire, Monsieur Bernard GARGUY dûment habilitée par délibération n° ..... du Conseil Municipal en date du ..... (pièce 7),

La **commune de Saint Aignan**, représentée par son maire, Monsieur Philippe FOURNIE dûment habilitée par délibération n° ..... du Conseil Municipal en date du ..... (pièce 8),

La **commune de Castelmayran**, représentée par son maire, Monsieur Thierry JAMAIN dûment habilitée par délibération n° ..... du Conseil Municipal en date du ..... (pièce 9),

La **commune de Saint Porquier**, représentée par son maire, Monsieur Xavier PREVEDELLO dûment habilité par délibération n° ..... du Conseil Municipal en date du ..... (pièce 10),

La **commune de Montain**, représentée par son maire, Monsieur Pierre DELLUC dûment habilité par délibération n° ..... du Conseil Municipal en date du ..... (pièce 11),

La **commune de Labourgade**, représentée par son maire, Monsieur Hugues SAMAIN dûment habilité par délibération n° ..... du Conseil Municipal en date du ..... (pièce 12),

La **commune de Lafitte**, représentée par son maire, Monsieur Jean FEGNE dûment habilité par délibération n° ..... du Conseil Municipal en date du ..... (pièce 13),

Ci-après dénommée : les collectivités bénéficiaires

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.5211-4-2 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 82-2019-05-06-001 en date du 6 mai 2019 portant modification n° 3 des statuts de la Communauté de communes Terres des Confluences ;

**Vu** l'information auprès du Comité Technique de la communauté de communes Terres des Confluences en date du 2 décembre 2021 ;

#### **IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :**

La Communauté de communes Terres des Confluences s'est portée candidate pour accueillir un/une Conseiller/e Numérique France Services dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) du Plan de relance. Sa candidature a été officiellement retenue par le comité national de sélection de l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT).

Dans ce cadre, la communauté de communes Terres des Confluences et les communes membres à savoir Caumont, La Ville Dieu du Temple, Durfort-Lacapelette, Montesquieu, Boudou, Lizac, Saint Aignan, Castelmayran, Saint Porquier, Montain, Lafitte et Labourgade.

A cette fin, celles-ci ont décidé, conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-2 du CGCT, issues de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, de constituer un service commun de médiation numérique correspondant à l'accueil du/de la conseiller/ère numérique dans leur commune.

La présente convention a notamment pour objet de fixer les modalités de création et de fonctionnement du service commun, la situation de l'agent, la gestion du service, les modalités de remboursement, et les conditions du suivi du service commun.

#### **CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :**

##### **ARTICLE 1 : OBJET**

En application des dispositions de l'article L.5211-4-2 du CGCT, les collectivités parties à la présente convention décident de créer un service commun, correspondant à la mise en commun d'un service de médiation numérique itinérant.

**ARTICLE 2 : DESCRIPTION ET CONSTITUTION DU SERVICE COMMUN**

Les collectivités parties à la présente convention décident de la création d'un service commun dans le domaine de la médiation numérique.

Le service commun sera composé d'un/une agent/e conseiller/ère numérique recruté/e par la communauté de communes et mis à disposition des communes selon un planning défini collectivement et qui sera annexé à la présente convention.

Le service commun sera ainsi composé :

Collectivité	Dénomination du service	Grade	Missions	Nombre d'agents territoriaux concernés
Communauté de communes	Service Médiation numérique itinérant	Catégorie C	Médiation et accompagnement numérique individuel et collectif des usagers.	1 ETP

Le service commun mutualisé sera rattaché au pôle social santé et constitué d'un agent contractuel en contrat de projet sur deux ans du 1<sup>er</sup> novembre 2021 au 31 octobre 2023, qui sera localisé à la communauté de communes et interviendra dans les communes parties.

Le service commun sera chargé des **missions suivantes** :

Médiation numérique auprès des habitants des communes partie-prenantes du territoire intercommunal.

- Soutenir les habitants dans leurs usages quotidiens du numérique
- Sensibiliser aux enjeux du numérique et favoriser des usages citoyens et critiques
- Rendre les usagers autonomes pour réaliser des démarches administratives en ligne seuls.

La mission principale du (de la) conseiller(ère) est d'accompagner tous les publics vers leur autonomie numérique, en faisant découvrir les technologies, services et médias numériques, leurs outils et usages au quotidien.

- Elaboration de programmes d'actions de médiation facilitant l'appropriation des savoirs et des usages numériques ;
- Conception et production de ressources pédagogiques et documentaires pour différents supports ;
- Accueil de différents publics, pour les sensibiliser à l'intérêt du numérique, leur permettre d'en comprendre les enjeux, et les former à un usage citoyen ;
- Préparation et animation d'actions de médiation individuelles et collectives dans différents lieux (mairies du territoire intercommunal) et sur différentes thématiques, en présentiel et en distanciel ;

Le/la conseiller/ère pourra être habilité-e Aidant Connect.

En fonction des besoins identifiés, le conseiller numérique pourra mener les actions suivantes :

- Animer des ateliers numériques pour apprendre à utiliser les outils numériques (ordinateurs, tablettes, smartphones etc), savoir naviguer sur internet, utiliser une

messagerie, créer et gérer des contenus numériques, apprendre les bases du traitement de texte, de l'utilisation d'un tableur, découvrir et utiliser les réseaux sociaux, sécuriser ses connexions, vérifier ses sources, etc.

- Accompagner les usagers de manière personnalisée dans leurs démarches administratives numériques pour rechercher un emploi, accompagner la scolarité des enfants, déposer des annonces, créer et utiliser des espaces personnels pour les grands services publics, maîtriser sa consommation énergétique, consulter un médecin à distance, ...
- Tenir des permanences et interventions décentralisées dans les mairies volontaires du territoire intercommunal afin d'être au plus près des usagers pour accomplir ses missions et communiquer sur son rôle et les autres missions de France Services.

Le conseiller tiendra des permanences de 3h dans les mairies du lundi au vendredi soit 9 ½ journées. Une ½ journée sera consacrée au suivi et à la préparation des permanences et ateliers thématiques collectifs au siège de la CCTC.

Des ateliers de médiation numérique pourraient être menés dans les mairies disposant d'une salle ou au tiers lieu U&co de Moissac suivant les besoins des usagers et le développement du projet.

Le conseiller s'inscrira dans la dynamique territoriale d'inclusion numérique qui se met en place avec les 18 conseillers numériques du Tarn et Garonne dont 4 sur le territoire intercommunal (Commune de Moissac, CCAS de Castelsarrasin, Commune de St Nicolas de la Grave et Communauté de communes Terres des Confluences). Il travaillera en cohérence avec le dispositif France Services du territoire.

Moyens techniques mis à disposition du conseiller par la CCTC :

- 1 ordinateur portable + Tablette + smartphone avec connexion internet + Imprimante scanner portable
- 1 bureau partagé à la CCTC
- Un véhicule électrique de la CCTC (5j/sem)

La structure du service pourra, en tant que de besoin, être modifiée d'un commun accord entre les parties, et ce, en fonction de l'évolution des besoins respectifs et/ou recommandations du comité de suivi et d'évaluation du service.

### **ARTICLE 3 – RESPONSABILITE DES MAIRES**

Les maires parties du projet s'engagent à mettre à disposition du/de la conseiller/ère numérique une salle en mairie ou annexe adaptée à l'accueil du public lors des permanences.

### **ARTICLE 4 – RESPONSABILITE DU SERVICE COMMUN**

Le service commun agira sous l'autorité des maires de chacune des communes signataires et en concertation avec lui.

Le service commun se chargera de la transmission des éléments nécessaires aux services de l'Etat, auprès de l'ANCT (reporting mensuel des activités, reporting trimestriel justifiant de la consommation de la subvention etc.)

### **ARTICLE 5 : GESTION DU SERVICE COMMUN**

Le service commun est géré par la communauté de communes Terres des Confluences qui disposera de l'ensemble des prérogatives reconnues à l'autorité investie du pouvoir de

nomination. Dans ce cadre, relèvent de la compétence de l'EPCI à fiscalité propre notamment l'évaluation individuelle de l'agent mis en commun ainsi que le pouvoir disciplinaire.

L'agent mis en commun sera rémunéré par l'EPCI à fiscalité propre.

## **ARTICLE 6 : SITUATION DES AGENTS DU SERVICE COMMUN**

Le Président de l'EPCI prend en charge l'organisation générale du fonctionnement du service commun. Les évolutions ainsi que toutes modifications fonctionnelles du service mis en commun sont sous l'entière responsabilité de celui-ci.

L'agent du service commun tel qu'identifié à l'article 2 de la présente convention est placé, pour l'exercice de ses fonctions, sous l'autorité du Président de l'EPCI.

Les maires des communes parties à la présente convention pourront saisir, en tant que de besoin, le président de l'EPCI pour mettre en œuvre une procédure disciplinaire.

Les dommages susceptibles d'être causés, dans le cadre de l'exécution des missions confiées au service commun, par une des collectivités parties à la convention relèvent de sa responsabilité exclusive, dans le cadre des contrats d'assurance souscrits à cet effet.

## **ARTICLE 7 : REMBOURSEMENT DES FRAIS INDUITS**

Le remboursement, par les communes parties à la convention à l'EPCI à fiscalité propre, des frais engagés pour son compte par le service commun s'effectue sur la base d'un calcul fait annuellement au prorata du nombre de permanences hebdomadaires ou mensuelles arrêté.

### 7.1 – Détermination du coût du service commun

La communauté de communes détermine le coût de fonctionnement, chaque année, à partir des dépenses inscrites dans le dernier compte administratif, actualisées des modifications prévisibles des conditions d'exercice de l'activité au vu du budget primitif de l'année.

Les dépenses de fonctionnement devront comprendre :

- Les charges de personnel (rémunération des agents : traitement, régime indemnitaire et autres primes),
- Formation du conseiller numérique.
- Les fournitures utilisées (affranchissement, énergie, ...),
- Le coût de renouvellement des biens et les contrats de services rattachés (Téléphonie, maintenance numérique, contrat d'assurance voiture).

Une subvention d'un montant forfaitaire limité à 50 000 € sur deux années et strictement réservée à la rémunération du/de la conseiller/e numérique sera versée par la Caisse des Dépôts à la Communauté de communes.

Les communes signataires participeront au prorata du nombre de permanences, déduction faite des subventions obtenues.

Pour l'année 2022, les dépenses d'investissement suivantes seront également prises en compte dans le calcul du coût du service commun :

- Achat d'un véhicule électrique de service dédié exclusivement au service commun,

- Matériel de reprographie et numérique (smartphone, ordinateur portable, tablette, imprimante-scanner, webcam, casque audio...)

**Dépenses d'Investissement année 2022 à la charge de la CCTC**

Un véhicule électrique	26 000 €
Un ordinateur portable + station CCTC + Tablette + smartphone + Imprimante scanner portable etc	2 600 €
<b>Total TTC</b>	<b>28 600 €</b>

La communauté de communes prend à sa charge les frais d'investissement. Ces derniers ne seront pas répercutés sur les communes.

**Dépenses de Fonctionnement année 2022**

(Reste à charge des communes hors rémunération du conseiller numérique subventionnée pendant 2 années)

Frais de déplacement	4 800 €
Suivi administratif / communication	2 350 €
<b>Total TTC</b>	<b>7 150 €</b>

**Budget de Fonctionnement**

Charges	2021 ( nov déc)	2022	2023
Personnel	5 014,00 €	30 100,00 €	25 100,00 €
Déplacements	1 205,00 €	4 800,00 €	4 800,00 €
Téléphonie /Internet/communication		2 350,00 €	2 350,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>6 222,00 €</b>	<b>37 250,00 €</b>	<b>32 250,00 €</b>

Produits			
Etat	4 167,00 €	25 000,00 €	20 833,00 €
Fonds propres CCTC	2055,00 €	5100,00 €	2 183,00 €
Communes parties prenantes		7 150,00 €	9 234,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>6 222,00 €</b>	<b>37 250,00 €</b>	<b>32 250,00 €</b>

Soit **tarif annuel** pour une  
permanence/semaine

0,00 €    795,00 €    1 026,00 €

**ARTICLE 8 – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue, à partir de la date de sa signature par l'ensemble des parties, pour une durée de 2 ans.

Elle pourra être modifiée, par voie d'avenant, accepté par les parties.

La présente convention de mutualisation pourra être dénoncée par l'une des parties, par délibération de son organe délibérant pour un motif lié à la bonne organisation des services

de la collectivité, notifiée aux cocontractants, par voie de lettre recommandée avec accusé de réception. Cette dénonciation ne pourra avoir lieu que dans le respect d'un préavis de 6 mois.

## ARTICLE 9 – COMITE DE SUIVI ET D'EVALUATION

Un comité de suivi de l'exécution de la présente convention, composé paritairement de représentants élus de chaque collectivité parties à la présente convention est constitué afin, notamment, de :

- réaliser un bilan annuel de la mise en œuvre de la présente convention ;
- examiner les conditions financières de ladite convention ;
- faire toute proposition visant à l'amélioration du présent dispositif de mutualisation.

## ARTICLE 10 – LITIGE ET ATTRIBUTION JURIDICTIONNELLE

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourant en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L.211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables que tout contentieux portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention devra être porté devant le tribunal administratif de TOULOUSE.

Fait à Castelsarrasin, le  
En                      exemplaires

Le Président de la  
Communauté de communes  
Terres de Confluences  
Dominique BRIOIS

Le Maire de Caumont,  
Monique DELZERS

Le Maire de La Ville Dieu du Temple,  
Dominique BRIOIS

Le Maire de Durfort-Lacapelette  
Dominique FORNERIS

Le Maire de Montesquieu,  
Annie FEAU

Le Maire de Boudou,  
Marie-Thérèse VISSIERES-  
DELVOLVE

Le Maire de Lizac,  
Bernard GARGUY

Le Maire de Saint Aignan,  
Philippe FOURNIE

Le Maire de Castelmayran,  
Thierry JAMAIN

Le Maire de Saint Porquier,  
Xavier PREVEDELLO

Le Maire de Montain,  
Pierre DELLUC

Le Maire de Labourgade,  
Hugues SAMAIN

Le Maire de Lafitte,  
Jean FEGNE

### **Liste des pièces jointes**

Pièces 1 à 13 : Délibérations des communes et de la communauté de communes, habilitant les maires et président à signer la présente convention

Pièce 14 : budget du service commun pour l'année 2022 et 2023 et répartition par commune

Pièce 15 : Planning prévisionnel des permanences de la Conseillère Numérique France Services dans les communes